



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DES HAUTS-DE-SEINE

Arrêté préfectoral DRE n°2015-139 du 24 juillet 2015, portant mise en demeure de respecter les articles 18 et 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ainsi que les articles 7-2-4 et 7-6-5 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2010 applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement que la Société ECOPUR exploite au 8, impasse des Petits Marais à GENNEVILLIERS.



LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L. L.511-1 et L.514-5,

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu le décret du 9 septembre 2013 portant nomination de Monsieur Christian POUGET, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine (classe fonctionnelle II),

Vu le décret du 7 novembre 2013 portant nomination de Monsieur Yann JOUNOT, en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),

Vu l'arrêté MCI n°2013-76 du 11 novembre 2013 portant délégation de signature à M. Christian POUGET, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

Vu les arrêtés préfectoraux du 9 novembre 2010 et du 6 avril 2012 réglementant la société ECOPUR pour l'exploitation d'un centre de transit et regroupement de déchets dangereux et de déchets banals d'assainissement situé au 8, impasse des Petits Marais à GENNEVILLIERS,

Vu le rapport de Monsieur le Directeur Régional et Interdépartemental de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France en date du 19 mai 2015 qui a constaté, au cours d'une visite d'inspection réalisée le 11 mai 2015, l'existence de deux non-conformités notables, relatives à la protection contre la foudre et à la mise en place d'un système de détection et d'extinction automatique relié aux armoires de stockage de liquides inflammables disponibles sur le site, et a proposé de mettre en demeure la Société ECOPUR de remédier aux manquements constatés suivants :

Non-conformité notable 1 : Contrairement à l'article 7-2-4 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2010 et aux articles 18 à 21 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010, l'exploitant n'a pas réalisé d'analyse risque foudre et d'étude technique foudre avant la mise en exploitation. En outre, la vérification complète n'a pas été réalisée dans les 6 mois après la mise en exploitation.

Non-conformité notable 2 : Contrairement à l'article 7-6-5 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2010 modifié par l'arrêté du 6 avril 2012, les armoires de stockage des liquides inflammables ne sont pas toutes reliées à un système de détection et d'extinction automatique.

ADRESSE POSTALE : 167-177, avenue Joliot Curie – 92013 Nanterre Cedex

COURRIEL : courrier@hauts-de-seine.gouv.fr

STANDARD : 01.40.97.20.00 / TELECOPIE : 01.47.25.21.21 / INTERNET : <http://www.hauts-de-seine.gouv.fr>

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 19 mai 2015, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, et invitant l'exploitant à présenter s'il le souhaite des observations dans un délai de 15 jours,

Vu l'absence de réponse de l'exploitant;

Vu le courrier adressé à la Société ECOPUR en date du 22 mai 2015 notifié le 27 mai 2015, faisant part des remarques et non-conformités relevées par l'inspection des installations classées lors de sa visite de contrôle du 11 mai 2015 et demandant d'engager des actions correctives,

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Société ECOPUR de respecter les articles 18 et 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 ainsi que les articles 7-2-4 et 7-6-5 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2010 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que toutes les actions de mise en conformité n'ont pas été engagées et qu'il subsiste des enjeux en termes de prévention des risques,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine,

ARRETE

Article 1^{er}

La société ECOPUR, représentée par Madame Isabelle BE en qualité de Directrice, dont le siège social est ZI Petit Parc 78920 ECQUEVILLY est mise en demeure **dans un délai d'un mois** en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, à compter de la notification du présent arrêté, pour l'exploitation des installations situées au 8, impasse des Petits Marais à Gennevilliers, de respecter les conditions d'exploitation imposées, à savoir :

- l'article 7-2-4 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2012 prescrivant la protection des installations contre la foudre et les articles 18 et 19 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation en réalisant une analyse risque foudre et une étude technique foudre ; le cas échéant les travaux de mise en conformité identifiés par l'étude technique devront être réalisés ;
- l'article 7-6-5 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2010 en stockant les liquides inflammables dans des armoires équipées d'une détection incendie et d'un dispositif d'extinction automatique.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Délais et voies de recours

Recours contentieux :

En application de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, le demandeur ou l'exploitant a la possibilité, dans un délai de deux mois suivant la notification de la présente décision, d'effectuer un recours devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise 2/4, boulevard de l'Hautil BP 30322 - 95027 CERGY-PONTOISE Cedex.

Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, ont la possibilité d'effectuer un recours contre la présente décision devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Recours non contentieux :

Dans le même délai de deux mois, le demandeur a la possibilité d'effectuer :

- soit un recours gracieux devant l'autorité qui a signé la présente décision : Monsieur le Préfet des Hauts-de-Seine 167, avenue Joliot-Curie 92013 Nanterre Cedex.
- soit un recours hiérarchique auprès de Madame le Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Energie - Grande Arche - Tour Pascal A et B - 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration sur un recours gracieux ou hiérarchique pendant plus de deux mois à compter de la date de réception de ce recours fera naître une décision implicite de rejet qu'il sera possible de contester devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise.

Article 4

Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de GENNEVILLIERS et pourra y être consultée.

Une ampliation du présent arrêté devra être affichée :

- à la Mairie de GENNEVILLIERS, au lieu accoutumé, pendant une durée minimale d'un mois ;
- de façon visible et permanente sur les lieux de l'installation, par les soins de l'exploitant.

Un avis sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hauts-de-Seine.

Article 5

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine, Monsieur le Maire de GENNEVILLIERS, Monsieur le Chef de l'Unité territoriale de Hauts-de-Seine de la Direction régionale et interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, Monsieur le Directeur Territorial de la Sécurité de Proximité, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nanterre, le 24 juillet 2015

Le Préfet,
Pour le Préfet, et par délégation,

Le Secrétaire Général

